



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHS Novillars

Besançon, le 13 mars 2023

Il n'y a rien à négocier : amplifions la grève et la mobilisation jusqu'au retrait !

Les grèves et manifestations des 7, 8, 9 et 11 mars contre la réforme des retraites, ont confirmé de façon spectaculaire la force et la profondeur de la mobilisation. De l'aveu du ministère, l'affluence aux manifestations du 7 mars a été la plus importante jamais atteinte ! Pendant ce temps, le Sénat a fini de débattre et le texte retourne à l'Assemblée nationale – cette Assemblée où le ministre macroniste Dupond-Moretti fait des bras d'honneur à ses amis de LR ! Mais pour les millions de travailleurs et de travailleuses qui doivent payer d'une vie au boulot les 152 milliards de bénéfices record des patrons du CAC 40 et les cadeaux que leur fait le gouvernement, il n'y a aucun débat : cette réforme ne doit pas passer. De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat !

Qu'il la ferme, qu'il cède ou qu'il dégage !

La grève continue dans plusieurs entreprises et services publics, comme à la SNCF, dans les raffineries de Total, chez les éboueurs, les électriciens, dans les ports et docks, les centrales nucléaires ou encore dans des écoles et établissements scolaires... Ceux et celles qui se mobilisent ont bien compris qu'il n'y a rien à attendre d'une rencontre avec Macron, comme l'a demandé en suppliant l'intersyndicale pour le « sortir de son silence ». Le président lui-même l'a envoyée bouler : il n'y a rien à négocier !

Après Jean-Luc Mélenchon, qui voudrait offrir à Macron une sortie « par le haut », ce sont maintenant les directions syndicales qui parlent de « consultation citoyenne ». Mais Macron sait qu'il est minoritaire, pourquoi organiserait-il un référendum ? Pour mieux dissoudre ? Voilà un tour d'apprentis sorciers bien en dessous de la situation. Et il faudrait mettre des forces dans une telle bataille institutionnelle ? Autant les utiliser dans la rue et par la grève pour qu'il retire sa réforme sans condition !

Marine Le Pen appelle aussi au référendum, et espère bien l'échec de la mobilisation, à laquelle elle n'a jamais appelé et qu'elle condamne à la moindre occasion... Elle aussi ferait ses choux gras d'une issue institutionnelle et de nouveaux succès électoraux pour le RN.

Gouvernement, Sénat, Assemblée, avec des 47.1, 47.3, 44.3, ou menace de 49.3 ; intersyndicale et partis institutionnels, avec des consultations citoyennes... Tout ce beau monde cherche sa solution institutionnelle pour enterrer la mobilisation. Mais 90 % de la population active de ce pays sont contre la réforme et n'ont pas renoncé à descendre dans la rue, ni à la grève ou à sa reconduction. Notre mobilisation cette semaine va compter.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

C'est ça notre force à nous, travailleuses et travailleurs, qui faisons tourner la société : celle de pouvoir arrêter le pays et la machine à profits.

Car la « consultation » a déjà lieu tous les jours : à chaque vote de grève, à chaque manifestation, à chaque action de grévistes. Les grèves sur les salaires ne se sont pas arrêtées. Dans le Nord, c'est le tour d'une centaine de salariés de Novares, sous-traitant de Toyota, d'être en grève ; à PSA-Stellantis, même les intérimaires se sont mobilisés à Hordain, Vesoul et Mulhouse pour réclamer la prime des embauchés, des augmentations de salaire et des embauches. C'est la même chose dans les transports à Keolis, dans l'aéronautique chez les sous-traitants de Dassault...

Notre mobilisation et nos grèves doivent s'amplifier, se généraliser, la grève doit être reconduite pour mettre réellement tout le pays à l'arrêt, sans donner au gouvernement et au patronat la moindre date ou solution de retour au calme. Allons vers un mouvement qui ne soit pas planifié seulement par les directions syndicales, mais qui décide par lui-même où il va. C'est cela qu'il nous faut préparer, par des assemblées générales, des comités de grève, des assemblées interprofessionnelles...

Oui, la victoire est possible. Il faut continuer à amplifier la grève, ne pas s'arrêter au 15 mars, mais décider des suites pour aller jusqu'au retrait de la réforme et de l'ensemble des attaques du gouvernement et du patronat !

**Tous et toutes à la
manifestation à Besançon
Mercredi 15 mars à 14 heures place Battant**

Les UP craquent

Il y a donc eu un CHSCT aux urgences psychiatriques en janvier après une agression. Il faut dire qu'il n'y a plus de places disponibles sur le CHN. La situation était déjà tendue avant la fermeture des lits, maintenant elle est catastrophique. Les CMP sont débordés également et les patients qui vont mal se retrouvent aux urgences à attendre un lit parfois plusieurs jours.

L'équipe demande un renforcement de ses effectifs pour faire face à cette situation qui n'est pas près de s'arrêter si les lits d'hospitalisation sont toujours rationnés en nombre insuffisant. Quant au directeur du CHU, ses propos méprisants sur la violence sont inacceptables.

Urgences, la crise s'aggrave

Devant une dégradation qui semble ne plus devoir s'arrêter, conséquence mais aussi cause du manque de 30 % de médecins urgentistes, la direction du CHU de Bordeaux envisage la fermeture « temporaire » d'un des deux services d'urgence.

Là-bas, les ambulances font la queue devant les différents services d'urgence du département. Des patients sont agglutinés, brancard contre brancard, et attendent des heures avant de voir un médecin. Dans les cliniques, des urgences ferment brutalement plusieurs nuits par semaine, voire des week-ends entiers. Quant au 15, complètement débordé, il ne peut plus suivre le rythme de toutes les urgences vitales.

Cette situation catastrophique est semblable, peu ou prou, dans la plupart des hôpitaux du pays, y compris à Besançon.

Il serait illusoire de penser que la situation pourrait s'améliorer sans que nous tous, personnel hospitalier de toutes professions, paramédicaux, médicaux, ouvriers ou administratifs, ne prenions nous-mêmes les choses en main pour imposer une tout autre organisation de l'hôpital et des embauches massives, et pour cela des salaires et des conditions de travail qui respectent chacune et chacun.

Les petites maternités dans le viseur

L'Académie de médecine pointe du doigt le manque de personnel dans les petites maternités et propose de fermer 111 d'entre elles qui réalisent moins de 1 000 accouchements par an. Ceci « pour éviter de mettre en danger les femmes et les enfants ». En l'an 2000 on dénombrait plus de 20 000 lits dans 742 maternités ; en décembre 2019, il n'en restait que 15 057 et un an plus tard, 14 803 répartis dans 478 maternités, chiffre tombé à 471 en 2022. Et voilà que cette vague de fermetures risque

encore de s'accélérer ! Obliger une femme à faire une heure de voiture ou plus pour accoucher, c'est jouer avec sa santé et celle de son bébé.

La solution, comme dans toutes les structures de soin, c'est au contraire d'embaucher massivement en offrant les conditions de travail et de salaire qui le permettent.

CAC 40 : des bénéfiques insolents !

38 des 40 entreprises du CAC 40 totalisent un bénéfice net de 152 milliards pour 2022, 15 milliards de plus qu'en 2021. Et si Renault affiche un déficit comptable, ce n'est que parce qu'il défalque de ses bénéfices le fait d'avoir dû abandonner sa filiale russe Autovaz.

152 milliards dont on pourrait trouver bien d'autres usages !

Xénophobie business

Depuis la rencontre entre Macron et le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, la France a obtenu une rallonge de 543 millions d'euros pour intensifier la surveillance de la frontière : construction d'un nouveau centre de rétention dans la région de Dunkerque, déploiement de 500 gendarmes supplémentaires, de drones et d'autres matériels de surveillance. Une politique criminelle : la traversée de la Manche devient ainsi toujours plus risquée pour les migrants cherchant à rejoindre la Grande-Bretagne, avec de nombreuses morts par noyade.

« Banques de chaleur » au Royaume-Uni

Avec plus de 10 % d'inflation et aucune aide du gouvernement conservateur, de nombreux britanniques n'arrivent plus à se chauffer. Dans des églises, des centres culturels ou des bibliothèques, des initiatives se mettent en place pour accueillir et réchauffer quelques heures les personnes les moins aisées. Voilà comment, dans une des premières puissances mondiales, on revient au 19^e siècle.

Violences policières, violences coloniales

En Guadeloupe, la colère monte depuis la mort d'un retraité de 67 ans, après son interpellation par des gendarmes fin 2020. Le parquet de Basse-Terre a récemment requis un non-lieu, alors que des images de vidéosurveillance montrent les gendarmes le sortir violemment de son véhicule et le projeter au sol. Il meurt après avoir passé dix jours en réanimation, touché par une double fracture des cervicales, dont une compressant la moelle épinière. Depuis, les manifestations se succèdent pour dénoncer ce déni de justice.